

PRESTATIONS DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Madame la Directrice/Monsieur le Directeur du GHU AP-PH. NORD – Université Paris Cité

Lieu d'exécution

Hôpital Robert DEBRE
48, boulevard Sérurier
75935 Paris cedex 19

ARTICLE 1 : OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ**1.1. Objet**

Le présent Cahier des Administratives Clauses Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution du marché relatif à l'**Installation, location, gros entretien et enlèvement de bâtiments modulaires** conclu pour les besoins de l'hôpital R. DEBRE.

1.2. Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2131-16, R2131-17 R2131-18, R2124-2, R2161-2 R2161-3 R2161-5 et R2161-4 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord cadre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est (partiellement) assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique).

L'exécution des prestations récurrentes (location) fera suite à l'émission de bons de commande conformément.

Conformément à l'article R 2162-4 du Code de la Commande Publique, l'accord cadre pour les prestations unitaires, est passé sans montant minimum et avec les montants maximums de dépenses suivants :

- Lot 1 : **75.000 Euros HT** maximum annuel de l'accord cadre
- Lot 2 : **25.000 Euros HT** maximum annuel de l'accord cadre

1.3. Durée

L'accord cadre prend effet à compter de sa notification (article R2182-4 du code de la commande publique) au titulaire pour une durée de 2ans reconductible tacitement 2 fois, pour une durée d'un an chaque fois, soit une durée maximale de 4 ans.

La location des modulaires prendra effet au lendemain de la signature par l'Acheteur du PV de réception du modulaire correspondant (essais compris). La durée de location des modulaires s'intègre dans la durée globale d'exécution des marchés.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ**2.1. Allotissement**

Il est prévu 2 lots comme suivant :

- Lot n°1 : fourniture, pose, raccordement d'un bâtiment modulaire pour les locaux de l'URC et de l'UEC après retrait du bâtiment modulaire existant
- Lot n°2 : fourniture, pose, raccordement d'un bâtiment modulaire pour la base vie des entreprises titulaires de marchés de travaux d'entretien à l'Hôpital Robert-Debré.

2.2. Tranches

L'accord cadre n'est pas décomposée en tranches.

2.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

L'accord- cadre ne comporte pas de PSE.

2.3. Variantes

Sans objet.

2.4. Prix

Les prix sont mixtes.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES ET CERTIFICATS**3.1. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre-elles :

- L'Acte d'Engagement de l'accord-cadre résultant des dernières modifications éventuelles ;
- La proposition financière du titulaire figurant au Bordereau des prix unitaires (BPU), laquelle sera annexée à l'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les bons de commande passés en cours d'exécution du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.

3.2. Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**4.1. Cotraitance**

La situation des cotraitants est régie par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 -46 à -53 du code de la commande publique. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

4.2. Sous-traitance :

S'agissant d'un marché public de fournitures, la sous-traitance est limitée à la réalisation de travaux de pose ou d'installation ou de prestations de services, telles que des prestations de conception ou d'adaptation.

La sous-traitance est strictement réservée aux hypothèses prévues ci-dessus.

Elle est régie par les articles R 2193-1 à 16 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objets du marché, sont exécutées conformément aux stipulations du CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour l'Acheteur, notamment pour ce qui concerne les délais d'exécution, les rendements énergétiques, les matériaux utilisés, etc.

La réalisation des prestations inclut :

- La fourniture et pose (acheminement et installation) des bâtiments modulaires
- La mise à disposition des modulaires pour location
- le démantèlement des modulaires et à la remise en état initial des terrains sur lesquels ils seront implantés.

Bon de commande

La réalisation des prestations fera l'objet d'émission de bons de commande valant ordre de service adressés au(x) titulaire(s) par *voie électronique* (mail ou fax) par le représentant de l'Acheteur.

Ce dernier peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 72 heures. Le bon de commande précisera :

- un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que
- l'objet détaillé de la commande (la nature et les quantités à traiter et à livrer)
- les date, heure, lieux et conditions d'exécution/de livraison ;
- le conditionnement ;
- la référence du marché ;

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder la durée de validité du marché ou 3 mois après la fin de l'accord-cadre.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord-cadre afin de permettre une livraison à la date de début de l'accord-cadre (voir article 1.3 ci-dessus).

Si le titulaire de l'accord-cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord-cadre par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : **FR95267500452**.

ARTICLE 6 – PREPARATION - CHANTIER

Les préparations des modules (plans, structures, etc.) seront réalisées durant la période de préparation afférente à chacun d'eux. Ces périodes sont fixées à un mois.

Par ailleurs, l'Acheteur précise que le titulaire disposera par la suite de **8 semaines** maximum pour livrer et de **30 jours** maximum pour la mise en place opérationnelle de chaque construction modulaire à compter de la date de réception du bon de commande valant ordre de service correspondant.

L'acheminement des modules et des éléments de chantier se fera par ailleurs de nuit tel qu'indiqué au CCTP.

Avant la date d'acheminement convenue entre les parties, le titulaire devra arrêter avec l'Acheteur :

- le schéma d'organisation du chantier ;

- le calendrier contractuel détaillé des travaux d'installation, de raccordement, d'essais, ... ;
- les détails des déposes, des constructions modulaires, des poses et leur exécution ;
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par la réglementation en vigueur ;
- et plus généralement tout élément nécessaire au suivi et à la bonne gestion du chantier.

Le titulaire devra par ailleurs :

- se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
- assurer la mise en place du chantier, sa clôture et son entretien, le nettoyage faisant suite à l'installation des modulaires, le ramassage des gravats et déchets qui résultent de son activité, ...

ARTICLE 7 – CONTROLE ET RECEPTION DE LA PRESTATION

Le représentant de l'Acheteur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue des prestations afin de vérifier leur conformité au CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre.

7.1. Essais et contrôles

Les vérifications visuelles seront réalisées sur site conformément à la réglementation en vigueur.

Les constatations effectuées à l'issue de l'installation seront réalisées conformément la réglementation en vigueur.

Les essais, épreuves et contrôles préalables à la réception des modulaires seront effectués conformément aux CCTP et à la réglementation en vigueur.

Le prestataire procédera à des essais sur l'ensemble des parties fonctionnelles des constructions modulaires. Il pourra procéder avec le maître d'ouvrage à des essais de fonctionnement en atelier avant mise en service sur le site.

Les modalités d'essais sont les suivantes :

- vérification de fonctionnement,
- essais des appareils mécaniques, électriques ou électroniques,
- essais visant à vérifier les caractéristiques fonctionnelles demandées au cahier des charges techniques.

Si les résultats obtenus ne sont pas positifs ou concordants avec les essais réalisés en parallèle par l'Acheteur, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés au titulaire sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé au titulaire des essais et/ou contrôles en sus, il est prévu que :

- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par l'Acheteur.

Dans les deux cas, si ces essais et/ou contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge du titulaire ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

7.2. Réceptions

7.2.1. Généralités

Les constructions modulaires feront l'objet d'une réception technique pour chacune des deux phases d'installation des structures garantissant ainsi les caractéristiques demandées au CCTP.

La réception de l'installation est réalisée conformément à la réglementation en vigueur. Elle prend effet à la date de l'achèvement de l'installation et est demandée par le titulaire.

Un procès-verbal de réception technique des ouvrages devra être fourni par le prestataire à l'issue de chaque phase d'installation.

7.2.2. Levée de réserves

Le délai fixé au titulaire pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant la période d'exploitation, est notifié par ordre de service.

7.3. Documents fournis après exécution

La somme des contrôles, et documents afférents à l'exécution que le titulaire doit fournir est précisée au sein du CCTP et la réglementation en vigueur. Le titulaire fournira lesdits éléments au maître d'ouvrage à la fréquence déterminée par le CCTP. La somme de ces derniers sera transmise en accompagnement de la demande de réception.

A minima le titulaire remettra au maître d'ouvrage l'ensemble des certificats et / ou qualification des installations, ainsi que l'ensemble des plans d'exécution, notices de fonctionnement technique et de sécurité ainsi que les caractéristiques chiffrées de chaque équipement.

Il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

Elles sont composées de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel ;
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations de petit entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc...) ;
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées) ;
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution.

ARTICLE 8 : MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux services et quantités réellement exécutés et/ou livrés.

8.1. Composition des prix

Ainsi, les prestations sont soit à :

- **Prix forfaitaires** rémunérant les prestations forfaitaires (dépose de l'existant, installation de modulaires (l'acheminement, la mise en place, les raccordements et les essais), démantèlement et remise en l'état initial des terrains sur lesquels ils seront implantés) figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

- **Prix unitaires** (location, maintenance, entretien.....) figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) « hors forfait » (partie à bons de commande), selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière à l'Acte d'engagement.

Les prix (forfaitaires et unitaires) sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations.

Ils comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent, notamment ceux afférents à l'acheminement, à la manutention jusqu'au lieu de livraison ainsi qu'aux éventuels installations, essais, ..., de sorte que le (s) titulaire(s) ne puisse/nt soumettre un quelconque prix annexe à l'Acheteur.

8.2. Variation des prix

- **Les prix des prestations forfaitaires** (dépose de l'existant, installation de modulaires (l'acheminement, la mise en place, les raccordements et les essais), démantèlement et remise en l'état initial des terrains sur lesquels ils seront implantés) **sont fermes**.

Ils seront toutefois actualisables dans les conditions suivantes

Le jour du démarrage de la prestation si un délai de plus de trois mois s'est écoulé depuis la date limite de réception des offres. L'actualisation des prix sera alors établie suivant la formule

$$P = P_o (X/X_o)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P_o = prix initial

X = la valeur de l'indice, 3 mois avant la date d'actualisation des prix

X_o = la valeur de l'indice au mois de la date limite de réception des offres.

Les prix ainsi actualisés resteront fermes sur l'ensemble de la période couverte par le marché.

- **Les prix des prestations unitaires ((location, maintenance, entretien.....) sont révisables** annuellement (chaque année à la date anniversaire du marché (le mois à considérer étant le mois Mo précisé à l'Acte d'engagement), à compter de l'année N+1, suivant les conditions ci-dessous :

La formule de révision est établie à partir de l'indice X selon la règle suivante :

$$P = P_o (0,2 + 0,8 (X/X_o))$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix (obtenu après application de la révision)

P_o = prix initial du marché

X_o = valeur de l'indice au mois Mo inscrit sur l'Acte d'engagement

X = valeur du même indice à la date anniversaire du marché.

Indice utilisé :

Intitulé de la série	Identifiant
Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements	010764358

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Clause butoir :

La révision de prix est néanmoins assortie d'une clause butoir fixée à 3%.

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière (bordereau des prix unitaires) faisant apparaître ses prix révisés et accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Les prix ainsi révisés resteront fermes jusqu'à application d'une nouvelle révision.

8.3. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 9 : FACTURATION - REGLEMENT DES PRESTATIONS

9.1. Facturation et règlement

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

La facturation sera effectuée après l'admission de la prestation telle que définie ci-avant.

Les factures afférentes au paiement doivent être établies :

- **à réalisation puis réception de chaque prestation et à terme échu pour ce qui concerne les prestations de la partie forfaitaire notamment le démantèlement et la remise en l'état initial des terrains;**

Les prestations seront rémunérées à réception de chacune des prestations faisant l'objet d'un bon de commande.

Le titulaire joindra à sa facture les éléments de preuve du service fait (bon d'intervention, pv de réception etc...) dûment contre-signé par un représentant du service.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Il convient de préciser que le Pouvoir Acheteur se réserve le droit de ne pas traiter toute facture ne transitant pas par le vecteur Chorus Pro, conformément à l'article 4-I décret n°2016-1478.

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Les factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro de SIRET ou SIREN ;
- le code APE ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- une copie du bon de livraison ;
- le montant hors taxe ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des fournitures livrées/prestations réalisées;
- la date de facturation.
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

9.2. Paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R 2192-10 et 11 du Code de la Commande Publique

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En outre, une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante euros devra être versée.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de corrections jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3. Avances

Le titulaire bénéficie de l'avance (taux de 5%), sous réserve des conditions visées aux articles R 2191-3 à 19. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 10 : CONTROLE ET SUIVI DU MARCHÉ


10.1. Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler la conformité des prestations aux exigences du marché; à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations par le titulaire.

10.2. Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la réalisation des prestations ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du service donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (28, 29 et 30 du CCAG FCS) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire.

	<p align="center">Installation, location, gros entretien et enlèvement de bâtiments modulaires</p> <p align="center">Procédure formalisée</p>	<p>Date : Janv. 2025</p> <p>Page 10 sur 12</p> <p>CCP n° RDB 002-2025</p>
--	---	---

Après une seconde mise en demeure, l'Acheteur pourra résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

10.3. Modifications du marché public

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir à l'Acheteur par LRAR.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

11.1. Exécution des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux exigences du cahier des charges, il s'engage en outre à ne pas interrompre la réalisation de prestations.

Le titulaire s'engage à informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord-cadre à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

11.2. Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

11.3. Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

11.4. Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables au (à adapter à l'objet du marché) en accord avec l'Acheteur.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

11.5. Diffusion des fiches techniques

Le candidat retenu doit fournir sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché. Elles devront parvenir dans les meilleurs délais, au plus tard un mois, à compter de la réception de la décision d'attribution du marché.

11.6. Vente à des tiers

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE 12 : GARANTIES

Le régime des garanties est précisé par l'article 33 du CCAG-FCS.

Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront ledit article.

ARTICLE 13 : PENALITES, RESILIATION - LITIGES

13.1. Pénalités de retard

Les pénalités applicables au marché sont :

- 150 € HT/jour pour retard de remise de documents d'exécution et administratifs
- 150 € HT/jour pour retard dans l'installation d'un modulaire
- 250 € HT par retard ou absence à une réunion de synthèse technique, OPR, réception
- 100 € HT par retard ou absence à une réunion de chantier

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du/des titulaire(s).

13.2 Résiliation-litiges

Résiliation :

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG – FCS et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 40.1 et 40.2 du CCAG relatif aux fournitures courantes et services.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, l'Acheteur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Litiges :

Tout différend du titulaire avec l'Acheteur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis au 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 37 du CCAG – FCS et les dispositions du code de la commande publique (articles L2197-3 et suivants et R2197-1 à R2197-25).

EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE

Les conditions d'exécution aux frais du titulaire sont définies dans l'article 36 du CCAG FCS.

ARTICLE 14 : ASSURANCES

Antérieurement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS

Le présent CCTP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 3	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 12	Article 33	Garanties
Article 13.1	Article 14	Pénalités

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché à l'exception des articles qui se réfèrent à une réglementation autre.